



REGLEMENT DE L'APPEL **A CANDIDATURE**

**Installation et exploitation d'un restaurant
mobile au sein du Parc Provincial Zoologique et
Forestier Michel CORBASSON**

PREAMBULE

Classée aire protégée au titre du Code de l'environnement de la province Sud, le Parc Provincial Zoologique et Forestier Michel CORBASSON (PPZF) est un lieu de visite incontournable de Nouméa. Créé en 1962 afin de garantir la protection d'une des dernières parcelles de forêt sèche de la ville de Nouméa, il abrite la seule collection d'animaux terrestres vivants de Nouvelle-Calédonie.

Le PPZF assure également une mission d'éducation et de sensibilisation auprès du grand public à la nature calédonienne. Son entrée est payante et son accueil est géré par une équipe d'agents provinciaux en charge de la gestion du parc.

Dans le but d'offrir à ses nombreux visiteurs (environ 64 000 personnes en 2022) une possibilité de se restaurer sur place, le PPZF met à disposition des emplacements situés au sein du parc pour l'exploitation d'un restaurant mobile.

L'exploitant ou le groupement d'exploitants retenu devra assurer un service de qualité à des prix abordables afin de garantir la satisfaction des visiteurs du parc mais aussi de promouvoir et susciter auprès de sa clientèle extérieure, l'envie de découvrir le PPZF et la biodiversité locale qui y est présentée.

Toute mesure en faveur du développement durable sera encouragée : réduction de la consommation électrique, traitement des déchets, tri sélectif, provenance des aliments proposés, etc.

Toute activité d'animation doit être soumise à la validation de la direction du parc.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURE

La présente consultation a pour objet la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation d'un restaurant mobile (type « food truck ») au sein du PPZF.

Le candidat ou le groupement retenu doit proposer une dégustation sur place ou une vente à emporter de produits de petite restauration (notamment snacking, salade, crêpes, glaces, etc.) et de boissons aux visiteurs du parc. A ce titre, la province Sud étudiera toute offre de restauration mobile respectant le présent règlement.

Les emplacements disponibles au sein du PPZF sont les suivants :

- le grand lac,
- la place des roussettes (entre les deux lacs en zone animale),
- l'allée centrale.

Ces lieux sont susceptibles d'évoluer en fonction des conditions météorologiques et des événements organisés par le PPZF. Ils seront exclusivement affectés à l'exploitation prévue au présent article.

L'autorisation d'occupation du domaine public est consentie par la province Sud à titre temporaire, précaire, révocable et n'est pas constitutive de droits réels.

Elle est strictement personnelle et ne peut être transférée. La sous-location est interdite.

ARTICLE 2 – VISITE DES LIEUX

La visite du site est facultative. Les plans de situation des emplacements disponibles sont produits en annexe du présent règlement.

Une visite pourra être organisée pour les candidats qui le désirent. Ils devront prendre l'attache des personnes suivantes :

- Marianne BONZON, responsable du PPZF, 20 34 81
- Aymeric MARCHAL, responsable du bureau technique et des publics, 20 34 80

ARTICLE 3 – ACCES ET COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier est remis sur demande transmise à l'adresse suivante : daem.spi@province-sud.nc.

Il est composé :

- du présent règlement et ses annexes ;
- du cahier des charges de l'appel à candidature.

ARTICLE 4 – RECEPTION DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée dans l'avis d'appel à candidature.

ARTICLE 5 - CONTENU DES OFFRES

Le candidat doit fournir les pièces ci-dessous :

a) le cahier des charges dûment complété, daté et signé ;

b) une offre détaillée comprenant notamment :

- une présentation des prestations proposées ;
- le détail des prix envisagés ;
- le plan d'actions « développement durable » ;
- un CV détaillé du candidat présentant son expérience dans le domaine de la restauration mobile.

c) l'attestation sur l'honneur jointe en annexe dûment complétée et signée indiquant qu'il est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales à la date du dépôt de l'offre.

ARTICLE 6 – PRESENTATION DES OFFRES

L'offre doit obligatoirement être présentée sous enveloppe cachetée, laquelle comportera les mentions suivantes :

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'EQUIPEMENT ET DES MOYENS (DAEM)
DE LA PROVINCE SUD

**APPEL A CANDIDATURE RELATIF A L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION D'UN
RESTAURANT MOBILE AU SEIN DU PARC PROVINCIAL ZOOLOGIQUE ET
FORESTIER MICHEL CORBASSON**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT DES OFFRES »

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres devront parvenir avant les dates et heures limites fixées dans l'avis d'appel à candidature ou ses modificatifs publiés dans la presse, délai de rigueur :

- soit par dépôt contre récépissé à l'accueil du service patrimoine immobilier de la direction de l'aménagement, de l'équipement et des moyens de la province Sud, situé à l'immeuble Le Kariba, 7 bis rue de Suffren sur la commune de Nouméa ;
- soit par pli en recommandé avec accusé de réception adressé au service patrimoine immobilier de la direction de l'aménagement, de l'équipement et des moyens de la province Sud, BP L1-98849 NOUMEA CEDEX, et doivent être parvenues à destination avant ces mêmes dates et heures limites, le cachet de la poste faisant foi ;
- soit par voie électronique à l'adresse suivante daem.spi@province-sud.nc contre un accusé de réception électronique, avant les dates et heures limites indiquées dans l'avis ou ses modificatifs.

ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES

La province Sud retiendra la proposition technique et commerciale la plus avantageuse pour la collectivité en fonction des critères suivants :

- l'expérience du ou des candidat(s) dans le domaine de la restauration mobile ;
- l'esthétique du « food truck » et son intégration paysagère ;
- description de la gestion mise en œuvre (notamment moyens humains, gestion des fluides, déchets et présentation des matériaux des contenants de vente au consommateur) ;
- la qualité et diversification des prestations proposées ;
- les mesures d'exploitation en faveur du développement durable ;
- le rapport qualité/prix de la carte envisagée ;
- le respect des horaires de présence souhaitée dans le parc.


La province Sud choisit librement l'offre parmi celles qui lui sont parvenues selon les modalités sus décrites. Elle se réserve le droit d'entrer en négociation avec les candidats de son choix ou de requérir des informations complémentaires aux offres reçues.

La province Sud se réserve le droit de ne pas donner suite ou de ne donner qu'une suite partielle à la présente consultation, sans que les candidats puissent demander en contrepartie une quelconque indemnisation.

Le candidat dont l'offre est retenue devra fournir dans un délai de 5 jours à compter de la demande de la province Sud :

- un extrait KBIS de moins de 3 mois ;
- les attestations fiscales en 3 volets de l'année en cours ;
- les attestation CAFAT / RUAMM du dernier trimestre exigible ;

- les attestations d'assurances responsabilité civile en cours de validité ;
- la version au format natif (Word, Excel, etc.) de son offre.

 le défaut de régularité ou de production des attestations dans le délai imparti pourra entraîner le rejet de l'offre.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les demandes de renseignements, observations ou questions éventuelles concernant la consultation devront impérativement être transmises par mail à l'adresse suivante : daem.spi@province-sud.nc, en indiquant dans l'objet « Questions relatives à l'installation et l'exploitation d'un restaurant mobile au sein du parc provincial zoologique et forestier Michel CORBASSON paru le jj/mm/aaaa ».

Elles doivent parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres fixée par l'avis et ses modificatifs éventuels.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats qui ont retiré le dossier en laissant leurs coordonnées. L'ensemble des réponses successives forme de fait un supplément à la consultation, sans nécessité d'avis d'appel complémentaire.